***Modèle d’arrêté de radiation des cadres pour licenciement*** ***suite à une fin anticipée de détachement sur emploi fonctionnel***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…***- …** *(n° d’ordre)*

**portant radiation des cadres pour licenciement**

**suite à une fin anticipée de détachement sur emploi fonctionnel de** *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

OU

*(Pour les CIAS et CCAS)* Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-23,

OU

*(Pour les caisses de crédit municipal)* Vu le Code monétaire et financier, notamment son article L.514-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.544-1 à L.544-7,

Vu le Code des relations entre le public et l’administration, notamment ses articles L.211-2 à L.211-6,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

*(Pour les CDG)* Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,[[2]](#footnote-2) notamment son article 28,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, **relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**,

*(Pour le CNFPT)* Vu le décret n°87-811 du 5 octobre 1987 modifié relatif au Centre national de la fonction publique territoriale, notamment son article 18[[3]](#footnote-3)

Vu le décret n°87-1101 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés

Vu le décret n°87-1102 du 30 décembre 1987 modifié relatif à l’échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

*(Pour les établissements publics mentionnés à l’article L.412-6 6° du Code général de la fonction publique)* Vu le décret n°88-546 du 6 mai 1988 modifié fixant la liste des établissements publics mentionnés à l'article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

# Vu le décret n°88-614 du 6 mai 1988 modifié pris pour l’application des articles 98 et 99 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif à la perte d'emploi et au congé spécial de certains fonctionnaires territoriaux

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la C.N.R.A.C.L, notamment son article 17– I,

Vu le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

Vu l’arrêté n°… *(n° d’ordre)* du … *(date)* portant fin de détachement de Monsieur ou Madame … *(nom et prénom de l’agent)* sur l’emploi fonctionnel de … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)*

Vu la demande écrite présentée le .... *(Date),* par *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* par laquelle l’intéressé(e) a sollicité, dans le délai d’1 mois suivant le dernier jour du mois au cours duquel l’arrêté portant fin de détachement sur emploi fonctionnel lui a été notifié, le bénéfice de l’indemnité de licenciement*,*

Considérant qu’en application de l’article 1 du décret n°88-614 du 6 mai 1988 précité, cette indemnité est de droit pour les agents en fin de détachement sur un emploi fonctionnel qui en remplissent les conditions et la sollicitent.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent),* en fin de détachement sur l’emploi fonctionnel de *… (dénomination de l’emploi fonctionnel),* à la date du *… (date d’effet de l’arrêté portant fin de détachement sur l’emploi fonctionnel)* est licencié et radié des cadres à compter du … *(date).*

Article 2 :

L’agent perçoit une indemnité de licenciement égale à … €

**Article 3 :**

L’indemnité de licenciement sera versée en totalité dans les 3 mois à compter du … *(date de la demande)*

**Article 4 :**

Pendant un délai de trois ans à compter de la date de licenciement, l’exercice d’une activité privée est subordonné à une saisine écrite du *Maire OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* avant le début de l'exercice de cette activité.

*(Le cas échéant) Le Maire OU le Président/ la Présidente doit saisir pour avis la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie publique – HATVP dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle le projet de l’agent lui a été communiqué. [[4]](#footnote-4)Il-elle devra rendre sa décision dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l’avis de la HATVP ou au plus tard dans les 15 jours suivant l’expiration du délai de 2 mois après la saisine de la HATVP.*

**Article 5**

Le Directeur général des servicesest chargéde l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du … *(Nom du département)* et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date),* en double exemplaires

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le … *(date)*

1. *(L.2122-18 pour les communes, L.3221-3 pour les départements, L.4231-3 pour les régions, L.5211-9 pour les groupements de collectivités territoriales),* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel d’un CDG, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel du CNFPT, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Si l’intéressé(e) occupait un emploi fonctionnel relevant de l’article 3 du décret n°2016-1967 du 28 décembre 2016 modifié relatif à l’obligation de transmission d’une déclaration d’intérêts* [↑](#footnote-ref-4)